



DELEGATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'UNESCO

209^{ème} Conseil exécutif de l'UNESCO

**Intervention de l'Ambassadrice Véronique ROGER-LACAN
Déléguée permanente de la France auprès de l'UNESCO**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence Générale,

Madame la Directrice Générale,

Chères consœurs, chers confrères,

Je m'aligne sur la déclaration que prononcera plus tard l'Union européenne, et j'ajoute les éléments suivants à titre national.

Au lendemain de deux mois de confinement dû à la pandémie du COVID-19, nous devons relever ensemble trois séries de défis.

Notre premier défi est de maintenir l'UNESCO au cœur du multilatéralisme en actionnant trois outils à notre portée :

- **Soutenir la Transformation stratégique en cours :** Les réformes enclenchées vont dans le bon sens et sont menées dans la transparence et la concertation. Nous souhaiterions appeler les Etats membres à embrasser la cause de l'UNESCO et rester unis face aux défis que nous devons relever tous ensemble.

- **Permettre à notre organisation de fonctionner sans tensions dans des circonstances exceptionnelles :** c'est le défi que le groupe de travail dédié mis en place par le 6^{ème} Conseil exécutif extraordinaire a relevé pour recommander des méthodes de travail d'une session virtuelle éventuelle du Conseil exécutif. Il suffit maintenant que les possibilités techniques soient disponibles de manière équitable pour chacun des Etats membres et nous serons au rendez-vous.

- **Adapter nos programmes à cette nouvelle réalité :** c'est ce que la Directrice générale et ses équipes, ainsi que nous-mêmes, Etats membres, avons démontré tous ensemble. Nous sommes fiers de la priorité donnée pendant cette pandémie aux populations vulnérables dans les domaines d'activité de l'UNESCO : les élèves et les professeurs, les artistes, les professionnels de la culture, les écrivains, les journalistes, les scientifiques ont été nos publics cibles et se sont joints à tous les efforts déployés pour eux par l'UNESCO, en Afrique en priorité, mais également sur tous les autres continents.

Notre deuxième défi : recentrer notre action sur notre mandat de 1945, fondamental dans notre monde en bouleversement :

Dans le domaine de l'éducation...

...l'UNESCO a répondu immédiatement aux défis éducatifs induits par la pandémie du COVID-19. La France a proposé des solutions d'apprentissage à distance adaptées aux différents contextes nationaux en ciblant en priorité l'Afrique et les pays francophones.

En 2020, nous fléchons 5 ME sur ce secteur, dont 2 ME pour le bureau régional de Dakar pour l'éducation complète à la sexualité pour le programme O3 « *our rights, our lives, our future* » dans les pays du Sahel, 1,2 ME pour le programme priorité à l'égalité de l'Institut pour la planification de l'éducation (IPE), 1 ME sur trois ans pour le bureau international de l'éducation (BIE) sur la base des recommandations du groupe de travail dédié mis en place par la 40^{ème} Conférence générale.

L'Agence française pour le Développement (AFD), pour ne citer que ce projet, s'est engagée en février dernier à hauteur 10 ME sur quatre ans au profit de l'IPE, devenant l'un des principaux contributeurs financiers de cet institut d'excellence.

Enfin, l'égalité et l'inclusion dans l'éducation, l'initiative « l'avenir de l'éducation », le soin apporté à la coordination de l'ODD 4 aux niveaux régional et mondial, l'alphabétisation des jeunes et des adultes, la formation technique et professionnelle sont autant d'exemples qui démontrent que l'UNESCO renforce son autorité intellectuelle et opérationnelle sur les questions éducatives, au cœur de la famille onusienne.

Dans cette même dynamique, nous appelons tous les Etats membres à ratifier la convention sur la reconnaissance des acquis de l'enseignement supérieur.

S'agissant de sciences ...

Notre objectif est de favoriser tout ce qui contribuera à la lutte contre le dérèglement climatique. La science doit d'abord profiter à ceux qui en subissent les conséquences, comme à ceux que la fracture numérique éloigne de la modernité.

Plus que jamais, alors que notre solidarité face à la pandémie a montré combien la science était importante, nous devons manifester ce même esprit d'entraide. Nous nous sommes prononcés en faveur de la « science ouverte ». La recommandation en cours d'élaboration devra prendre en compte la nécessaire solidarité entre tous, mais aussi les enjeux liés aux investissements intellectuels et financiers massifs.

Notre souci de partage s'accompagne aussi de la nécessité de préserver la diversité biologique. Les géoparc et les réserves de biosphère apportent des contributions significatives à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris. Nous appelons nos partenaires à développer de tels programmes qui contribuent à la réponse aux défis environnementaux.

La science, pilier de l'UNESCO, doit continuer d'irriguer nos actions et d'en être le fil conducteur. Notre Organisation est la seule du système onusien à pouvoir documenter mondialement la question de l'eau. L'efficacité du Programme Hydrologique International (PHI) réside dans sa vocation d'excellence scientifique, que nous encourageons.

De même, dans le secteur des sciences humaines et sociales, la contribution du comité de la gestion des transformations sociales (MOST) est essentielle à la compréhension du monde. Ce programme important doit profiter à l'ensemble de l'UNESCO dans le cadre de son mandat sur les sciences sociales.

Enfin, je rappelle combien il est indispensable que nous avancions en direction d'une éthique de l'Intelligence Artificielle qui tienne compte des travaux en cours dans d'autres enceintes, dans le domaine des affaires stratégiques.

Pour la Culture et le Patrimoine :...

Dans ce secteur l'impact de la crise sanitaire a été très fort. Je ne reviens pas sur la mobilisation de la coopération internationale et du dialogue politique de haut niveau ainsi que sur les campagnes de plaidoyer et de sensibilisation mises en place par le Secrétariat et auxquelles la France a participé activement (« PartagerMonPatrimoine », « ResiliArt » « Don't go viral »...). Même s'il est difficile d'en évaluer l'impact, nous avons fait tous ce que nous pouvions et devons faire. L'UNESCO a ouvert la voie. Continuons à avancer ensemble !

Désormais après l'annulation ou le report de l'ensemble des réunions statutaires (44e session du Comité du patrimoine mondial, Assemblée générale de la Convention 2003, Comité de la Convention de 1970, Comité pour le retour et la restitution des biens culturels, Conseil scientifique et technique de la Convention de 2001, Comité intergouvernemental sur l'éducation physique et le sport), pour ne citer que les plus importantes, il est primordial que ce Conseil exécutif favorise la reprise du travail des réunions et des consultations indispensables à notre Organisation. Remettons nous en ordre de marche, même si bien sûr, nous ne pourrions le faire que lorsque la situation sanitaire mondiale le permettra.

Les experts nous ont prouvé que les sites du patrimoine sont mis à rude épreuve durant cette période. Non seulement privés de ressources du tourisme, ils sont souvent laissés à l'abandon, et parfois même pillés. Les 5 conventions du patrimoine de l'UNESCO sont des outils utiles ; même en cas de crise, elles offrent des possibilités pour mitiger les conséquences de cette crise. Il nous faut être réactif et inventif et continuer à travailler sur le terrain autant que nous le pouvons. L'initiative « Faire revivre l'esprit de Mossoul » et le travail opérationnel de l'UNESCO sur les sites en péril, avec notamment le soutien de la Fondation ALIPH, doivent être poursuivis. De même, nous appelons au renforcement des échanges et des formations sur la question de la lutte contre le trafic de biens culturels.

Nous appuyons le renforcement de la convention de 1970 à l'occasion de ses 50 ans. Toutefois, nous tenons à rappeler qu'on ne peut appréhender de manière globale, d'une part, la lutte contre le trafic actuel, dans laquelle la France est pleinement engagée et, d'autre part, la question des retours / restitutions des biens acquis durant la période coloniale. Cela serait faire une lecture déformée de la convention de 1970 et tendrait inutilement les relations entre pays d'origine et pays détenteurs.

S'agissant de la diversité culturelle, nous participons activement au travail du secrétariat sur la Convention de 2005 et en particulier sur la mise en œuvre de la directive sur le numérique dans le secteur culturel et artistique. Nous souhaitons aussi faire monter en puissance le Fonds International sur la Diversité Culturelle (FIDC) dont nous sommes le premier contributeur. Ce fonds doit désormais devenir le principal instrument financier sur lequel le secteur culture de l'UNESCO se concentre pour venir en soutien à des projets créatifs. Nous ne devons pas hésiter à renoncer d'autres instruments aujourd'hui obsolètes, car sans ressource.

Enfin, nous devons faire vivre ensemble les valeurs qui fondent l'Unesco : l'universalité des droits de l'Homme

... Ce n'est pas un mandat à part de l'UNESCO ni un accessoire pour les Etats. Les droits de l'Homme sont le fondement même de la vie en société, de la réalité multilatérale, et de notre Organisation. Il n'y a pas de double standard en matière de droits de l'Homme. Il y a les Etats qui les promeuvent et les protègent et il y a ceux qui les violent. La France attache du prix à l'action du Comité sur les Conventions et recommandations.

Nous considérons comme essentielle aussi l'action de l'UNESCO en faveur de la protection des journalistes et des professionnels des médias, ainsi qu'à leur formation, notamment à travers les programmes PIDC et PIPT. L'UNESCO est chef de file pour la mise en place du Plan des Nations Unies pour la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité des crimes commis à leur encontre, c'est une fierté pour nous. Nous continuerons à défendre des médias libres et pluriels, y compris les dessinateurs de presse, contre l'obscurantisme et le relativisme culturel. Ils sont l'épine dorsale de la démocratie.

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

La France, Etat du siège, continuera à s'engager sans relâche en faveur de l'UNESCO. Vous êtes notre Président, nous vous avons élu par acclamation sur la recommandation de nos sœurs et frères du groupe Afrique, nous nous en remettons à vous pour nous rassembler jusqu'à la 41^{ème} Conférence générale, sur la base de l'Acte constitutif de l'UNESCO, de la Charte des Nations Unies, et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Je vous remercie./.